

trouvaient quand le prix du bœuf sur pied a baissé de façon très marquée au point d'être inférieur au coût de la production. Le ministre a refusé d'élaborer un programme à l'intention du secteur du naissage, secteur très important de l'industrie bovine. Il a fallu que les gouvernements provinciaux interviennent pour essayer de rescaper les naisseurs.

Le député a exposé en détail la situation créée par les importations de bœuf, qui font chuter le prix de nos produits au-dessous du coût de production. Il a montré aussi que le gouvernement n'en tient pas compte, puisqu'il refuse d'instituer une loi d'importation de bœuf semblable à celle des États-Unis, seul pays au monde à ne pas protéger ses éleveurs.

On peut faire remarquer que malgré notre faible population nous venons au quatrième rang mondial pour les importations de bœuf. Quelle honte, monsieur l'Orateur! C'est incroyable, ce que le gouvernement actuel a laissé faire. Nous avons les moyens, le potentiel et les connaissances nécessaires. Mais à cause de la stupidité de nos politiques douanières et agricoles, nous venons au quatrième rang dans le monde pour les importations de bœuf, avec une population de 22 millions d'habitants seulement. C'est honteux.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Il est bien évident que ce n'est pas le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ni ses services qui formulent notre politique agricole. Ce sont les trois ministères de la Consommation et des Corporations, des Finances, et de l'Industrie et du Commerce. Le ministre n'a plus d'allure. Il en avait un peu lorsqu'il a aidé les libéraux du sud-ouest de l'Ontario, mais maintenant il est lessivé. On ne peut plus compter sur lui, il n'est bon à rien. Je ne blâme pas le ministre des Finances. Il représente une circonscription urbaine, où les intérêts sont différents. Et ces intérêts, je suis persuadé qu'il les défend très bien. Mais le ministre de l'Agriculture, lui, ne défend ni le niveau de vie ni les intérêts des agriculteurs et des producteurs. Et je le regrette bien.

L'agriculture est bien mal servie par le gouvernement actuel. Mon ami me lance un regard éloquent. Il connaît bien la situation, et je suis persuadé qu'il n'en n'est pas content. Il représente une région où il se fait beaucoup de bœuf. J'aimerais l'entendre intervenir dans ce débat. Je sais qu'il parle en homme sincère et dévoué. Peut-être a-t-il influencé le ministre de l'Agriculture et les autres ministres qui ont formulé la politique agricole. Ce bill aura des conséquences désastreuses pour les éleveurs et l'agriculture en général.

Le commerce extérieur chez nous constitue un très grave problème. Nous devrions nous soucier d'améliorer notre situation commerciale, notamment dans le domaine de la production et de la transformation des produits agricoles. Par dessus tout, nous devrions nous appliquer à améliorer notre position commerciale vis-à-vis des États-Unis dans le domaine de l'agriculture. Le bill ne contribuera certes pas à atteindre cet objectif. Ce serait plutôt le contraire. Il favorisera les importations, ce qui réduira les prix versés à nos producteurs à une époque où les coûts de production ne cessent d'augmenter. Voilà le genre de guerre que le gouvernement a déclarée à l'inflation. Examinez les faits. Tous les journaux du Canada font état à l'heure actuelle des maigres perspectives de ventes de nos produits à l'étranger. Voici par exemple, un extrait tiré du numéro du 17 août du *Citizen* d'Ottawa:

Tarif des douanes

Les perspectives du Canada quant à sa balance commerciale et à sa balance des paiements sont médiocres, alors que les effets de la hausse du prix de l'énergie et des importations ne se sont pas encore faits pleinement sentir, selon un communiqué publié lundi dernier par le Conference Board of Canada.

● (1600)

L'article dit aussi:

On s'attend à un déficit commercial global important et croissant en matière d'énergie à partir de 1977 et jusqu'aux années 80.

L'agriculture est l'une de nos principales ressources renouvelables. C'est certainement un atout qui peut nous aider à améliorer notre balance commerciale. Nous avons le potentiel. Tout ce qu'il nous faut, c'est un climat politique sain. J'aimerais attirer l'attention des députés sur un autre article qui a été publié dans le *Financial Times* le 27 septembre. On y lit ceci:

La part canadienne des exportations mondiales exprimée en dollars américains a baissé environ du tiers à 3.8 p. 100 en 1975 par rapport à 5.4 p. 100 en 1970. Cependant, pendant la même période, les importations exprimées en pourcentage des dépenses pour les denrées au Canada sont passées de 26.1 p. 100 à 32.9 p. 100.

Ainsi, pendant que les exportateurs canadiens perdaient leur part du commerce international, les exportateurs étrangers accaparaient une plus grande part du marché canadien et produisaient un effet de «ciseaux» bien évident.

Une façon de remédier à la situation de notre balance commerciale consiste à nous lancer énergiquement dans l'exploitation et la vente de nos ressources non renouvelables. En 1975, le déficit commercial du Canada s'élevait à environ un milliard et demi de dollars et, en 1974, il était d'environ 200 millions de dollars. Il semble que le déficit de 1976 sera d'à peu près 100 millions de dollars. La situation de notre commerce agricole est plus favorable, mais sans l'exportation du grain et des produits de grain, la situation de l'industrie du point de vue des exportations et des importations serait difficile, sinon déplorable. Par exemple, examinons les tendances du commerce agricole en 1975. Nous avons importé pour 2.891 milliards de dollars de produits agricoles et nous en avons exporté pour 3.9 milliards de dollars, ce qui a donné une balance favorable d'environ 1.1 milliard. Cependant, si nous ne tenons pas compte du grain et des produits de grain, qui représentent 3.1 milliards de dollars, nous sommes en bien mauvaise posture.

Prenons par exemple le domaine des produits laitiers, dans lequel nous pourrions certainement augmenter la production si l'on en juge d'après les surplus qui se sont présentés. En 1975, nous en avons importé pour \$58,323,000 et exporté seulement pour 36 millions de dollars. En 1974 nos exportations ont atteint 71 millions de dollars et nos importations 78 millions de dollars. En 1973 nous avons importé près de 90 millions de dollars de produits laitiers et nous n'en avons exportés que 65 millions de dollars. Ainsi, sur une période de trois ans, nous sommes dans une position nettement déficitaire, une position fort préoccupante.

Prenons le cas de la volaille et des œufs. En 1975 nos importations ont atteint 32.7 millions et nos exportations 19 millions. En 1974, la valeur de nos importations était de 24.5 millions, celle de nos exportations de 24 millions. En 1973, nos importations ont atteint 19 millions, nos exportations, 17 millions. Nous avons au moins la possibilité d'équilibrer les échanges de ces produits et nous avons nos propres capacités productives. J'en arrive au domaine où les importations sont très importantes, je veux parler des fruits et des légumes. C'est là que les problèmes sont les plus préoccupants. Rien dans les politiques agricoles du gouvernement n'encourage à la production de légumes et de fruits dans notre pays. Certes, nous